

Un journaliste a pu pénétrer dans le pays fin mai avant d'être expulsé par les autorités. Il livre au « Monde » son récit de la répression

Deraa, ville martyre de Syrie

Christian Clanet est journaliste. Entré en Syrie avec un visa de touriste (les médias étrangers sont interdits d'accès), il est arrivé, le 25 mai, à Deraa, une ville du sud-ouest du pays qui s'est soulevée à la mi-mars contre le régime de Bachar-Al-Assad avant d'être réprimée. Il y a été arrêté par deux fois brièvement, puis sommé de quitter le pays vendredi 27 mai au matin.

« Du lait ! De l'eau ! », dit la clameur, qu'essaient de couvrir des rafales d'armes automatiques tirées en l'air

tants, après que la police militaire eut torturé une quinzaine d'adolescents surpris à taguer des slogans imitant ceux de la révolution égyptienne : « Le peuple veut la chute du régime ».

Al-Balad s'est alors enflammé et le reste de la ville a suivi. En quelques semaines, la révolte s'est étendue vers le nord, dans les villes de Lattaquié, Baniyas, Homs, Hama... et jusqu'aux faubourgs de Damas. Pour mater une révolte qui s'amplifie, le régime du président Bachar Al-Assad a voulu montrer à la nation le sort réservé à ceux qui lui résistent. Pour faire un exemple, le quartier d'Al-Balad subit une terrible répression.

L'électricité, l'eau et les lignes téléphoniques sont coupées. Sans ravitaillément possible, les stocks de lait et les aliments de première nécessité sont épuisés. La famine menace les 15 000 habitants qui y sont enfermés. Chaque jour, à l'heure de la prière du soir, des milliers de voix s'élèvent au-dessus du quartier, à destination du reste de la ville. « Du lait ! De l'eau ! », dit la clameur, qu'essaient vainement de couvrir des rafales d'armes automatiques tirées en l'air dans la ville.

En réponse à ces appels, les villageois des alentours ont tenté de briser le siège, le 29 avril, en se présentant aux portes de Deraa avec des bidons d'eau et des rameaux d'olivier pour les soldats. Selon Human Rights Watch, il y a eu ce jour-là plus de 200 morts. En regardant vers Al-Balad, les habitants des autres quartiers s'inquiètent pour leurs voisins « séquestrés » et redoutent une catastrophe sanitaire imminente. Il n'y a pas d'hôpital à Al-Balad. Les étagers des pharmacies se vident.

« Je n'ai pas vu ma famille depuis deux mois, se désespère Ali, un jeune homme de 19 ans. Elle est enfermée dans Al-Balad. Je sais que ma mère n'arrive plus à nourrir mes deux frères et mes trois sœurs. J'aimerais leur venir en aide, mais je serai tué si je m'approche. » D'autres témoignages le confirment, comme celui d'Hassan : son



Une vidéo, postée sur YouTube le 4 juin, veut montrer, selon la légende rédigée en arabe, « le massacre perpétré par les forces de sécurité ou l'armée syrienne près de la mosquée Al-Kark à Deraa et le dépôt par leurs soins d'armes et de munitions près des corps des victimes pour faire croire à une bande armée ».

ami, avec qui il a grandi dans le quartier, a été abattu, le 18 mai, alors qu'il tentait de ravitailler sa famille.

Ali a été blessé au cou par une balle qui avait ricoché sur un mur, tirée par un sniper embusqué. « Bachar prétend que des mercenaires islamistes à la solde de l'Arabie saoudite et de l'Occident veulent s'emparer de la Syrie, dit-il en serrant les poings. Ce n'est pas vrai ! Ce ne sont pas les islamistes qui sont dans les rues, mais nous ! Nous, les Syriens de Deraa ! »

Tout Deraa vit en état de siège depuis début avril. Une ceinture de fusils-mitrailleurs, de batteries antiaériennes et de blindés l'entoure comme une forteresse, canons pointés vers l'intérieur. Les blindés ont investi les avenues. Les soldats quadrillent les rues plus étroites du centre et se postent par groupe de trois à chaque embranchement. Le couvre-feu est en vigueur de 19 heures à 7 heures.

Al-Balad est situé à quinze minutes du marché aux légumes du centre-ville de Deraa. Les rues sont barrées par des murs de sacs de sable, derrière lesquels sont positionnés des soldats équipés d'une batterie d'armes lourdes. Sur les balcons surplombant le quartier sont postés d'autres soldats armés. Il est encore possible de marcher sur les trottoirs opposés aux murs de sacs de sable, mais pas sur la chaussée, réservée aux véhicules officiels. Au-delà de cette ligne de démarcation, c'est le silence.

Hussein, 20 ans, a été arrêté par la police militaire et détenu un mois dans les sous-sols de leur quartier général. L'interrogatoire, dit-il, aurait pu être « pire ». « Mon frère de 17 ans a été enlevé pendant la manifestation du 22 avril, raconte-t-il. J'ignore s'il est vivant ou s'il est mort. » Hussein explique que le

stade et les écoles de la ville ont été transformés en centres de détention et que la majorité des familles de Deraa ont un des leurs emprisonnés, mort ou disparu. Il affirme que 4 000 à 5 000 habitants sont retenus enfermés à l'intérieur du stade, situé au nord de Deraa.

En pointant du doigt les rebords noirs des fenêtres d'une maison cossue inhabité, Hussein affirme que « c'est là qu'étaient postées deux batteries anti-aériennes », le jour de la manifestation au cours de laquelle son frère a disparu. « Nous étions au moins 15 000 manifestants, raconte-t-il. »

« A Deraa, huit soldats du contingent ont été exécutés devant leurs compagnons d'armes parce qu'ils avaient refusé de tirer sur la foule. Les officiers, eux, portent des gilets pare-balles pour se protéger des appelés »

Ahmed

« Des hommes jeunes surtout. Mais aussi des parents avec leurs enfants. Les soldats se sont mis à tirer. » Il décrit des corps dénichés sur le bitume et le bruit des canons : « Le carrefour était couvert de sang. Je me suis réfugié sous un porche. J'entendais les blessés qui hurlaient. » De l'autre côté de la rue, des tireurs étaient en planque dans l'édifice d'un bâtiment en construction. « Il était impossible de secourir les blessés », se désole-t-il. Hussein assure qu'il a compté ce jour-là 40 corps, tombés sous la mitraille. Malgré cela, « jamais je ne renoncerais, je préfère mourir », souffle-t-il.

A Deraa, d'autres témoins parlent d'arrestations arbitraires, de rafles, de torture et d'exécutions. Ils disent que, pour semer la terreur, les corps sont rendus, mutilés, aux familles. Pour expliquer le sort réservé à certains cadavres, un chauffeur de taxi a mimé de la main le signe du pénis tranché. L'humiliation, jusque dans la mort. Plusieurs médecins auraient été exécutés pour avoir prodigué des soins à des mutins.

Fiché comme « rebelle », Ahmed, 29 ans, est surveillé par les milices du régime qui le suspectent d'être l'un des leaders de la rébellion. D'un ton à la fois vivace et posé, il évalue les chances de succès du mouvement. « La Syrie pourrait être libérée de la dictature de Bachar Al-Assad si seulement nous pouvions mieux communiquer et nous organiser, analyse-t-il. En Syrie, les rebelles sont majoritaires. Si la rébellion éclate simultanément à travers l'ensemble du pays, les effectifs de l'armée seront insuffisants pour tenir toutes les villes. D'autant que l'armée se fragilise. A Deraa, huit soldats du contingent ont été exécutés devant leurs compagnons d'armes parce qu'ils avaient refusé de tirer sur la foule. La colère s'insinue dans les rangs. Les officiers portent des gilets pare-balles pour se protéger des appelés. Nous ne pouvons pas neutraliser les blindés et les armes lourdes. Mais nous pouvons essayer de les faire se disperser dans tout le pays. »

La nuit est tombée sur Deraa. Brisant le silence, un chœur de voix s'élève en provenance du sud-ouest de la ville, presque aussitôt recouvert du bruit des rafales de mitraillettes. « Du lait, de l'eau ! », « Allahou Akbar », scandent les habitants d'Al-Balad, qui disent ainsi au reste de la ville qu'ils ont encore la force de vivre. ■

Christian Clanet

Et le vent de la contestation s'est levé sur la Syrie

Jusqu'à la mi-mars, la Syrie a semblé épargnée par le vent de contestation arabe parti de Tunisie. Un premier appel à manifester pour plus de démocratie, lancé sur des réseaux sociaux, le 4 février, est un échec. Quelques jours plus tard, le 17 février, un quartier de Damas se soulève pendant quelques heures pour protester contre des violences policières. Un nouvel appel à manifester, le 15 mars, est à l'origine d'une brève mais inédite manifestation dans la vieille ville de Damas, suivie le lendemain par un rassemblement de parents de prisonniers d'opinion devant le ministère de l'intérieur pour s'élever contre leur détention.

Au même moment, la ville de Deraa, dans la province du Hauran, qui jouxte la frontière avec la Jordanie, entre en rébellion. Tout part de l'arrestation de 15 enfants, âgés de 10 à 15 ans, accusés d'avoir reproduit sur les murs de la ville les slogans des « printemps » tunisien et égyptien. Après avoir

demandé en vain leur libération auprès du gouvernement et du responsable de la sécurité de la province, Atef Najib, un parent du président Bachar Al-Assad, des habitants de Deraa descendent dans les rues en signe de protestation le vendredi 18 mars, jour de la grande prière hebdomadaire.

La riposte des autorités locales est violente : au moins quatre manifestants sont tués, selon le rapport que l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a consacré au soulèvement. Les sévices dont ont été victimes les enfants, libérés quelques jours plus tard, ajoutent à la colère. C'est le début d'un cycle de manifestations et de cortèges funéraires, également pris sous le feu des forces de sécurité. Le 25 avril, les blindés sont déployés à Deraa. Ils sont retirés le 5 mai. ■

Service international

Pour plus d'informations : <http://www.hrw.org/node/99366>

Où faire une formation visée Bac +5 spécialisée en Management et Ressources Humaines ?

Ecole de Management
Léonard de Vinci Paris-La Défense
Candidature jusqu'au 23 juin sur :
www.emlv.fr

